

**Accord professionnel**  
**PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE PRÉVOYANCE**  
**DES SALARIÉS NON CADRES DES EXPLOITATIONS**  
**DE CULTURES ET ÉLEVAGES, CUMA ET ETA**  
**(Landes)**  
**(15 octobre 2009)**

(Etendu par arrêté du 17 mai 2010,  
*Journal officiel* du 28 mai 2010)

AVENANT N° 2 DU 24 NOVEMBRE 2014

NOR : AGRS1597023M

Entre :

La FDSEA des Landes ;

La fédération des syndicats agricoles CGA-MODEF des Landes ;

La FDCUMA Béarn, Landes, Pays basque ;

Le syndicat des entrepreneurs des territoires des Landes,

D'une part, et

La FNAF CGT, section agriculture ;

Le SGA CFDT des Landes ;

La FGTA FO, section agriculture ;

Le SNCEA CFE-CGC des Landes ;

La CFTC-Agri des Landes,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**PRÉAMBULE**

Les partenaires sociaux signataires se sont accordés pour procéder à des aménagements de l'accord collectif de prévoyance du 15 octobre 2009, afin d'y intégrer le dispositif de portabilité et les taux de cotisations y afférents et pour le mettre en conformité avec les dispositions de l'avenant n° 3 du 9 juillet 2013 à l'accord national du 10 juin 2008 sur une protection sociale complémentaire en agriculture et la création d'un régime de prévoyance.

Ainsi :

- le tableau des taux de cotisations est modifié pour inclure le financement de la portabilité ;
- les conditions de suspension sont modifiées ;
- les modalités de calcul du capital décès sont modifiées ;
- des informations sont apportées sur les modalités relatives au dispositif de portabilité des droits.

## Article 1<sup>er</sup>

Le paragraphe 1° « Le capital décès » de l'article 5.3 « Garantie décès » est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

### « 1° Capital décès

Pour le bénéfice du capital décès (base et majoration), on entend par conjoint :

- le conjoint survivant non séparé de corps ou le cocontractant d'un Pacs ;
- à défaut, le concubin justifiant de 2 ans de vie commune avec le salarié ou d'un enfant né de leur union.

#### a) Montant

En cas de décès d'un salarié, quelle qu'en soit l'origine, il est versé à ses ayants droit, concubin, titulaire d'un Pacs ou au(x) bénéficiaire(s) qu'il a désigné(s) :

- un capital décès de base d'un montant égal à 100 % de son salaire annuel brut ;
- majoré de 25 % par enfant à charge.

Le salaire annuel brut retenu pour calculer le montant du capital décès est celui qui correspond au salaire brut total soumis à cotisations perçu pendant les 12 derniers mois précédant le décès ou le cas échéant l'arrêt de travail pour maladie ou accident, et ayant donné lieu à cotisations. En cas de décès avant 12 mois d'ancienneté, le capital décès est calculé sur la base du salaire moyen brut du salarié multiplié par 12 mois.

#### b) Bénéficiaires

Le capital est versé en priorité :

1. Au conjoint survivant ou au cocontractant d'un Pacs ou à défaut au concubin, à moins que l'assuré ait fixé et notifié à l'organisme assureur désigné une répartition entre son conjoint et ses descendants (cette répartition ne pouvant réduire la part revenant au conjoint ou au cocontractant d'un Pacs ou à défaut au concubin à moins de 50 % du capital) ;

2. En l'absence de conjoint survivant, ou de cocontractant d'un Pacs ou à défaut de concubin, le capital est versé aux descendants.

En cas d'absence de ces bénéficiaires prioritaires, le capital est attribué dans l'ordre de préférence suivant :

- aux bénéficiaires désignés par le participant ;
- aux héritiers du participant.

Lorsqu'il y a attribution de majorations familiales pour enfant à charge, chacune de ces majorations est versée directement au bénéficiaire ou à son représentant légal.

#### c) Invalidité absolue et définitive

En cas d'invalidité absolue et définitive (3<sup>e</sup> catégorie) ou d'incapacité permanente consécutive à un accident du travail ou à une maladie professionnelle au taux de 66 %, constatée par le régime de base de la sécurité sociale, interdisant au salarié toute activité rémunérée et l'obligeant à être assisté d'une tierce personne pour les actes de la vie courante, le capital décès de base peut lui être versé, sur sa demande, de façon anticipée en 24 mensualités.

Le paiement anticipé du capital décès met fin à la prestation capital décès. »

## Article 2

L'article 7 « Cotisations » est remplacé par les dispositions suivantes :

### « Article 7

#### *Cotisations*

##### 1. Taux, assiette, répartition des cotisations, collecte

Les cotisations servant au financement des garanties définies dans le présent accord sont assises sur les rémunérations brutes limitées à quatre fois le montant du plafond annuel de la sécurité sociale.

Leur versement relève de la responsabilité des entreprises visées à l'article 1<sup>er</sup> du présent accord.

Les cotisations sont appelées pour les salariés justifiant de l'ancienneté précisée à l'article 3 ci-dessus et sont prises en charge par l'entreprise et les salariés dans les conditions suivantes :

*(En pourcentage.)*

	TOTAL des cotisations	PART patronale	PART salariale
<b>Incapacité temporaire</b>			
Maintien du salaire en application de l'article L. 1226-1 du code du travail (loi de mensualisation)	0,78	0,78	–
Assurance des charges sociales patronales	0,28	0,28	–
Incapacité temporaire de travail (part conventionnelle en complément de la mensualisation)	0,58	–	0,58
<b>Incapacité permanente</b>			
Incapacité permanente d'origine professionnelle AT et MP avec incapacité > 2/3	0,07	0,07	–
Incapacité permanente suite à maladie et accident de la vie privée, catégories 2 et 3	0,61	–	0,61
Décès	0,41	0,29	0,12
<b>Total</b>	<b>2,73</b>	<b>1,42</b>	<b>1,31</b>

Afin de prendre en compte les effets de la loi portant réforme des retraites sur la durée de service des prestations incapacité temporaire et permanente, il a été instauré une cotisation exceptionnelle et temporaire de 0,20 % du salaire brut des salariés couverts en incapacité.

Cette cotisation exceptionnelle et temporaire est répartie à hauteur de 50 % à la charge de l'employeur et de 50 % à la charge du salarié.

Elle est prélevée depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2013, date d'effet de l'avenant n° 1 de l'accord du 15 octobre 2009, et elle est étalée sur 3 ans, soit 0,07 % les deux premières années et 0,06 % la troisième et dernière année.

A l'issue de cette période, soit le 31 août 2016, la cotisation exceptionnelle et temporaire cessera d'être appelée.

Incapacité temporaire :

Les employeurs prennent uniquement à leur charge la part obligatoire légale (loi de mensualisation) de la garantie incapacité temporaire, soit 0,78 %, la part conventionnelle de cette garantie en complément de la mensualisation étant intégralement financée par les salariés au taux de 0,58 %.

Les employeurs versent également une cotisation de 0,28 % exclusivement à leur charge et destinée au financement de l'assurance des cotisations sociales dues par l'employeur.

Incapacité permanente :

Les employeurs participent uniquement à la garantie incapacité permanente de travail d'origine professionnelle AT et MP au taux de 0,07 %. Les salariés prennent totalement à leur charge la garantie incapacité permanente de travail d'origine privée catégories 2 et 3 au taux de 0,61 %.

Les cotisations sont collectées par la MSA pour le compte d'Agri-Prévoyance selon les modalités définies entre Agri-Prévoyance et la MSA.

Les cotisations salariales sont déduites par l'employeur sur le bulletin de salaire sous une rubrique « Prévoyance » distincte des cotisations sociales obligatoires.

## 2. Evolution ultérieure des cotisations

Les partenaires sociaux se réservent le droit de renégocier le contenu du présent accord.

Si besoin, afin de rééquilibrer le régime, la commission mixte décidera soit de la diminution des garanties, soit de l'augmentation ou de la baisse des cotisations.

Dans tous les cas, chaque partie, salariés ou employeurs, verra évoluer les garanties et leurs cotisations dont elle a la charge indépendamment de l'autre partie. Cette évolution, uniquement imputable à la partie concernée, pourra se faire à la hausse ou à la baisse selon l'équilibre du régime.

Toute modification des cotisations et des garanties fera l'objet d'une nouvelle négociation et d'un avenant.

## 3. Suspension du contrat de travail

En cas de suspension du contrat de travail ne donnant pas lieu au paiement d'un salaire par l'employeur et intervenant après la date d'affiliation au régime et pour une autre cause que l'arrêt de travail, les garanties prévues en cas de décès peuvent continuer à être accordées, sous réserve que l'intéressé en fasse la demande auprès d'Agri-Prévoyance et qu'il règle la totalité de la cotisation correspondante.

En cas d'arrêt de travail pour maladie, accident ou maternité pris en charge par la MSA et intervenant après la date d'affiliation au régime, les garanties prévues par l'accord sont maintenues sans versement de cotisation pour tout mois complet civil d'absence.

Si l'absence est inférieure à 1 mois, les cotisations sont calculées sur le salaire et/ou complément de salaire versé par l'employeur.

## 4. Dispositif de portabilité

Les salariés bénéficient des dispositions légales sur le maintien des garanties de prévoyance complémentaire en cas de cessation du contrat de travail ouvrant droit à prise en charge par le régime d'assurance chômage, selon les conditions définies par les textes légaux, et ce à compter de la date fixée par la loi (dispositions figurant pour information en annexe).

Pour bénéficier de la portabilité des droits, l'assuré doit fournir, en plus des justificatifs demandés pour l'obtention de la prestation, l'attestation de versement des allocations chômage du mois correspondant à celui pour lequel les prestations demandées sont dues. »

## Article 3

Les dispositions du présent avenant relatives à la mise en conformité avec l'avenant n° 3 du 9 juillet 2013 à l'accord national du 10 juin 2008 sur une protection sociale complémentaire en agriculture et la création d'un régime de prévoyance seront applicables au premier jour du mois civil qui suit la date de publication au *Journal officiel* de son arrêté d'extension.

Les dispositions relatives à la portabilité, cotisations et prestations, prendront effet à compter de la date fixée par la loi.

#### **Article 4**

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant et s'engagent à le déposer auprès de la DIRECCTE Aquitaine, unité territoriale des Landes, 4, allée de la Solidarité, BP 403, 40012 Mont-de-Marsan.

Fait à Mont-de-Marsan, le 24 novembre 2014.

(Suivent les signatures.)

## ANNEXE

---

L'accord du 15 octobre 2009 est complété par l'annexe suivante :

« ANNEXE

Dispositions légales sur la portabilité

*(Pour information)*

Les salariés garantis collectivement, dans les conditions prévues à l'article L. 911-1 du code de la sécurité sociale, contre le risque décès, les risques portant atteinte à l'intégrité physique de la personne ou liés à la maternité ou les risques d'incapacité de travail ou d'invalidité bénéficient du maintien à titre gratuit de cette couverture en cas de cessation du contrat de travail, non consécutive à une faute lourde, ouvrant droit à prise en charge par le régime d'assurance chômage, selon les conditions suivantes :

1° Le maintien des garanties est applicable à compter de la date de cessation du contrat de travail et pendant une durée égale à la période d'indemnisation du chômage, dans la limite de la durée du dernier contrat de travail ou, le cas échéant, des derniers contrats de travail lorsqu'ils sont consécutifs chez le même employeur.

Cette durée est appréciée en mois, le cas échéant arrondie au nombre supérieur, sans pouvoir excéder 12 mois ;

2° Le bénéfice du maintien des garanties est subordonné à la condition que les droits à remboursements complémentaires aient été ouverts chez le dernier employeur ;

3° Les garanties maintenues au bénéfice de l'ancien salarié sont celles en vigueur dans l'entreprise ;

4° Le maintien des garanties ne peut conduire l'ancien salarié à percevoir des indemnités d'un montant supérieur à celui des allocations chômage qu'il aurait perçues au titre de la même période ;

5° L'ancien salarié justifie auprès de son organisme assureur, à l'ouverture et au cours de la période de maintien des garanties, des conditions prévues au présent article ;

6° L'employeur signale le maintien de ces garanties dans le certificat de travail et informe l'organisme assureur de la cessation du contrat de travail mentionnée au premier alinéa.

Le présent article est applicable dans les mêmes conditions aux ayants droit du salarié qui bénéficient effectivement des garanties mentionnées au premier alinéa à la date de la cessation du contrat de travail. »